



NON AUX FERMETURES DES TRESORERIES DE PERNES ET CADENET

C'était dans l'air depuis mars dernier, depuis une visite de Gilles Gauthier, DDFIP, au Centre Des finances Publiques de Cadenet. Mais c'est finalement le centre des finances publiques de Pernes-Les-Fontaines que la direction a choisi de sacrifier en premier sur l'autel de l'austérité. Dans le cadre de l' »adaptation des structures et du réseau », pilotée par la direction générale, son regroupement dans les locaux de la trésorerie de Monteux figure à l'ordre du jour du prochain comité technique local. On ne doute pas que d'autres postes suivront, à commencer par Cadenet.

Sous couvert de rationalisation et d'économies budgétaires, ce serait un nouveau coup dur porté au maillage territorial des services publics du département. Le Vaucluse a déjà payé un lourd tribut à cette politique de désertification. En 1998, ce fût la fermeture de la recette des finances de Carpentras, puis en 2003 celle des trésoreries de Bonnieux, Malaucène et Beaumes De Venise et enfin Le Thor en 2005.

En 2004, le trésorier Payeur Général de l'époque a essayé de fermer les trésoreries de Pernes et Monteux pour les regrouper sur Carpentras. Devant la détermination des agents, des usagers et des élus locaux, avec une détermination sans faille de la CGT, la direction avait du céder et renoncer à son projet.

Ce sont toujours les mêmes pseudo-arguments de modernisation qui sont avancés par la direction pour s'attaquer au réseau comptable de proximité. La dématérialisation (télépaiement des impôts, mise en place de PESV2 pour les pièces comptables des collectivités locales) serait la solution miracle et rendrait inutile la proximité avec les usagers. Le réseau des trésoreries représenterait un coût exorbitant au regard des enjeux économiques dans les communes rurales.

La direction n'hésite pas à arguer des problèmes d'effectifs ou du peu d'attractivité de certains postes pour justifier leur fermeture ! Quel argument misérable au regard de l'abandon de nos territoires par les services publics. Il est en outre totalement inopérant depuis la mise en place de l'affectation à la RAN (résidence nationale d'affectation).

Les vrais raisons de cet abandon de nos territoires, nous les connaissons tous. Le niveau d'emploi est tel dans le département que nos directions, nationale et locale, en sont réduites à concentrer le peu d'agents qui leur reste sur des sites et des services en nombre toujours moins important. C'est pourquoi les fermetures de trésoreries s'inscrivent pleinement dans la « démarche stratégique », avatar de la MAP (modernisation de l'action publique), elle-même cache-misère de l'austérité budgétaire.

